

Introduction générale

Pourquoi pas nous ? En novembre 1945 à Besançon, plus d'une centaine de « garçons coiffeurs »¹, dont en fait beaucoup de coiffeuses, font grève pendant une semaine. Ils demandent l'application d'un arrêté ministériel du mois de février pour bénéficier d'un rattrapage salarial, comme ce fut le cas pour nombre de professions. C'est le syndicat des « ouvrières et ouvriers coiffeurs », affilié à la CGT, qui a déclenché la grève sans l'accord des dirigeants de l'Union Départementale (UD). Comme en juin 1936, les grévistes organisent des salons de coiffure volants dans plusieurs cafés et à la Maison du Peuple. Après les conducteurs d'autobus de la compagnie Monts Jura et les employés du tramway en septembre, ces coiffeurs sont parmi les premiers après la guerre à utiliser la grève comme forme d'action collective. Au même moment, ce département compte par ailleurs 41 syndicats CGT dans le secteur du bâtiment et du bois. Alors qu'en France « le silence des grandes usines fut longtemps assourdissant² », ces exemples nous rappellent qu'employés et ouvriers de l'artisanat et des petites entreprises peuvent se défendre et s'organiser comme les autres et avec les autres. Dans ces conditions, quand et comment les ouvriers forment-ils une classe ? Cette question garde sens pour le monde ouvrier hétérogène et dispersé du département du Doubs. Nous voulons mettre au jour comment s'opère la mobilisation de la classe, ce que Karl Marx avait formulé comme le passage de la classe en soi à la classe pour soi, ce qui fait la classe réelle³. En d'autres termes, comment des ouvriers atteignent cette conscience d'un agir en commun dans le temps contre l'exploitation du travail et la domination⁴ ?

1 Soit plus de la moitié de l'effectif de cette profession pour Besançon : ADD, 53 W 2, rapport mensuel du préfet, 25/11/1945 ; *Le Comtois*, 22/11/1945. Reflet d'une période où SFIO et PCF s'opposent souvent aux grèves, leurs hebdomadaires locaux n'évoquent pas cette mobilisation des coiffeuses.

2 Selon la formule d'Yves Lequin, dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire : La République, la Nation, les France*, Paris, Gallimard, 1997, 3 vols (1^{re} édition 1984-1993).

3 Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Paris, Éditions sociales, 1972.

4 Miguel Abensour, « La passion d'Edward P. Thompson », dans Edward P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil, coll. « Poche-Histoire », 2012, p. XXXV.

Si l'identité ouvrière s'articule autour de données objectives, la conscience d'être une classe en interaction avec d'autres classes apparaît centrale : les classes ne luttent pas parce qu'elles existent, elles en viennent à exister parce qu'elles luttent⁵. Le mouvement ouvrier peut être une expression de ce processus. Pour le définir, Michel Verret intègre les communautés de lutte, qui du freinage au travail peuvent aller jusqu'aux grèves, révoltes, révolutions, mais aussi

les communautés d'opinion [...], cette opinion publique ouvrière cristallisée bientôt dans les Sociétés publiques, des clubs aux partis [...] C'est en cette totalité que s'établiront en compositions variées suivant les moments et les lieux, les partages de la culture ouvrière, comme bien commun immatériel de la classe, les synergies de la mobilisation ouvrière comme force de classe commune, les représentations identitaires comme conscience de classe commune⁶.

Le mouvement ouvrier apparaît alors comme un jeu souple de communautés, interférentes plutôt que superposées et hiérarchisées.

Lorsque nous avons engagé ces recherches dans les années 1990, le processus de formation et d'évolution de la classe ouvrière en France était déjà bien connu. Sans être les seuls facteurs en jeu, les conditions de l'industrialisation jouent un rôle primordial. Par rapport à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne, deux configurations certes bien différentes, le cas français se distingue par l'absence d'un véritable moment de « formation » de cette classe⁷. L'exode rural n'atteint jamais l'ampleur qu'il prend Outre-Manche avec des millions de personnes complètement démunies qui s'entassent dans les villes industrielles. Dans une large mesure, l'expansion économique française s'appuie au XIX^e siècle sur la dispersion du travail industriel dans les campagnes. La part des ouvriers soumis à la machine et regroupés en usine, les « vrais ouvriers modernes » selon Jürgen Kuczynski⁸, progresse lentement. Gérard Noiriel a montré comment l'impossibilité à créer une véritable classe ouvrière dans la grande

5 *Ibid.*

6 Michel Verret, « Classe ouvrière, mouvement ouvrier. Où va le mouvement ouvrier français ? », *Communisme*, n° 28, 4^e trimestre 1990, p. 40.

7 Richard Hoggart, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit, 1979 pour l'édition française. Hartmut Kaelbe, *Vers une société européenne. Une histoire sociale de l'Europe, 1880-1980*, Paris, Belin, 1988. Sandrine Kot, *L'État social allemand : représentations et pratiques*, Belin, 1995. Eric Hobsbawm, « La formation de la classe ouvrière 1870-1914 », dans *Rébellions. La résistance des gens ordinaires. Jazz, paysans et prolétaires*, Bruxelles, Les Éditions Aden, 2010. E. P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, op. cit.

8 Jürgen Kuczynski, *Les origines de la classe ouvrière*, Paris, Hachette, coll. « L'univers des connaissances », 1967, p. 58.

industrie entraîne ensuite un recours massif à l'immigration⁹. Sur le temps long, le monde ouvrier se caractérise donc par un constant renouvellement et par une forte hétérogénéité.

Le département du Doubs témoigne bien de la persistance après la Grande Guerre du dualisme de l'industrie française, qui juxtapose de grands établissements et une poussière de petits ateliers. Depuis la fin du XIX^e siècle, l'usine domine déjà nettement le paysage : en 1901, il figure parmi les 8 départements dont au moins la moitié de la population industrielle travaille dans des établissements de plus de 100 salariés¹⁰. Mais aux côtés des Peugeot et des Japy¹¹ existe également une myriade de petites entreprises. Ainsi l'Arc jurassien, comme d'autres espaces de moyenne montagne en Europe, abrite plusieurs exemples de réussite durable de l'industrialisation rurale pendant le XIX^e et une bonne partie du XX^e siècle. Des fabricants de pinces du village de Montécheroux¹² aux paysans lunetiers de Morez (Jura)¹³, en passant par les horlogers du Jura français et suisse, ils ignorent longtemps le système usinier. Mais déjà avant 1914, les usines se développent dans une partie des campagnes. En tous cas, dans de grands établissements, en ateliers ou par le travail à domicile, le passage à la condition ouvrière se fait souvent sur place, en continuant d'habiter au village. D'autres régions d'Europe ou des États-Unis connaissent également une relative dispersion de l'habitat et une origine rurale pour une partie des ouvriers. Ainsi entre 1880 et 1920, la Finlande connaît une urbanisation assez rapide, tandis qu'une proportion élevée d'ouvriers se fixe dans de petits bourgs industriels et que les forestiers demeurent dispersés en milieu rural. Dans ces conditions en apparence peu propices, la classe ouvrière se développe pourtant dans un mouvement continu d'unification¹⁴. Lorsque les migrations internes alimentent une forte croissance des villes industrielles, comme à Turin, l'extrême instabilité du monde ouvrier ressort, bouleversé par

9 Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 1986, p. 67-77, p. 131-136.

10 Statistique générale de la France, *Album graphique de la Statistique générale de la France*, Paris, Imprimerie nationale, 1906, p. 84.

11 Pierre Lamard, *Histoire d'un capital familial au XIX^e siècle : le capital Japy (1777-1910)*, Belfort, Société belfortaine d'émulation, 1988.

12 Fabrice Vurpillot, *La pluriactivité à Montécheroux de 1836 à 1911*, mémoire de maîtrise, université de Besançon, 1987.

13 Jean-Marc Olivier, *Des clous, des horloges et des lunettes. Les campagnards moréziens en industrie (1780-1914)*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 2004.

14 Maurice Carrez, *La classe ouvrière finlandaise entre 1880 et 1920. Approche matérielle d'un concept historique*, thèse histoire, université de Paris VII, 1987, p. 691.

un turn over et par une mobilité intra et intergénérationnelle¹⁵. Différentes identités deviennent alors possibles et changeantes. Quant à la politisation, elle peut naître de transformations internes à l'univers artisanal. Michel Pigenet a montré comment les bûcherons et charbonniers du Cher, qui ne doivent pourtant rien à l'industrialisation, développent une forte identité de groupe au tournant des XIX^e et XX^e siècles¹⁶. Pour eux, l'appartenance s'avère multiple dans le cadre de la pluriactivité, ce qui n'empêche nullement la mise en place d'organisations syndicales, ni l'émergence des luttes collectives, parfois bien avant les producteurs des fabriques. On l'aura compris, nous écartons une vision linéaire de l'affirmation de la classe ouvrière.

Nous suivons la démarche de Gérard Noiriel pour lequel une identité de classe ouvrière a d'autant plus de chances d'être solide et durable que se conjuguent en elle les deux principes qui définissent, selon Maurice Halbwachs, toute tradition sociale, à savoir la voie généalogique et la voie institutionnelle¹⁷. L'histoire vécue, la « mémoire collective », sélectionne les phénomènes en fonction d'événements qui marquent la conscience individuelle. D'une part, la voie généalogique, autrement dit celle de la reproduction sociale, permet la transmission directe de ce « vécu » de génération à génération. D'autre part, la voie institutionnelle, portée par le mouvement ouvrier, a pour rôle de faciliter la structuration de la classe, l'unification de ses diverses composantes, de lui apporter des organisations stables, mais aussi de conserver et de rappeler l'histoire de ses luttes. Syndicats, partis politiques, organisations diverses transmettent des traditions, des revendications, des perspectives politiques et des formes d'action.

Dans l'histoire française, la voie généalogique d'une identité de classe rencontre deux types d'obstacles. Les premières difficultés naissent à l'intérieur du monde ouvrier. Traversé par des recompositions incessantes, il se nourrit à des sources variées – ouvriers ruraux et urbains, hommes et femmes, Français et immigrés, travailleurs qualifiés et manœuvres – qui renforcent son hétérogénéité. Le monde ouvrier se renouvelle avec des générations qui se succèdent, parfois sans lien de l'une à l'autre. De plus, d'autres obstacles, extérieurs aux ouvriers, viennent encore fragiliser sa cohésion. À l'échelle des

15 Maurizio Gribaudo, *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1987.

16 Michel Pigenet, « Ouvriers, paysans, nous sommes ». *Les bûcherons du centre de la France au tournant du siècle*, Paris, L'Harmattan, 1993.

17 Gérard Noiriel, « L'immigration en France, une histoire en friche », dans Gérard Noiriel, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Belin, 2001, p. 81-82. G. Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*, op. cit., p. 161. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, PUF, 1^{re} édition 1950, Albin Michel, coll. « Bibliothèque de l'évolution de l'humanité », 1997, p. 33.

entreprises et de l'espace résidentiel, les dispositifs du patronat pour s'attacher son personnel contraignent l'émergence d'une identité de classe mobilisée. Surtout, la participation des classes populaires à la vie politique au XIX^e siècle, qui précède en France l'émergence d'une classe ouvrière *stricto sensu*, permet au sentiment d'appartenance à la nation de primer toute autre forme de solidarité¹⁸. De plus, le modèle républicain avec délégation de pouvoir à des représentants conditionne les possibilités de politisation des ouvriers, du moins dans le registre de la politique légitime. Nous avons choisi d'analyser ces voies généalogique et institutionnelle pour comprendre comment la relation entre ouvriers et mouvement ouvrier a pu se déployer dans les parties les moins urbaines du pays.

Dans les années 1990, nos questionnements pouvaient s'appuyer sur plusieurs synthèses remarquables sur les ouvriers et le mouvement ouvrier¹⁹. Parmi les thématiques explorées depuis, certains ont étudié le mutualisme²⁰, d'autres ont approfondi l'examen de périodes spécifiques (le XVIII^e siècle, le Front populaire, la reconstruction d'après-guerre), ou les mouvements chrétiens²¹. Si ce renouvellement historiographique s'avère particulièrement fécond, les ouvriers ruraux du XX^e siècle demeurent assez peu étudiés par les historiens²². Fort de ce renouvellement des approches, il convient de défendre l'inscription territoriale de notre objet d'étude qui, au premier regard,

18 Danièle Tartakowsky, « Les traditions identitaires du mouvement ouvrier français », *Historiens et géographes*, n° 350, 1995, p. 328.

19 G. Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*, op. cit. Alain Dewerpe, *Le monde du travail en France, 1800-1950*, Paris, Armand Colin, 1989, 2^e édition, 1996. Michel Verret, *L'ouvrier français. L'espace ouvrier*, Paris, Armand Colin, 1979 ; *Le travail ouvrier*, Paris, Armand Colin, 1982 ; *La culture ouvrière*, Thonon-les-Bains, L'Albaron, 1988, réédition Paris, L'Harmattan, 1996. Claude Willard (dir.), *La France ouvrière*, Paris, Éditions Sociales, 3 vols, 1993, Paris ; Les Éditions de l'Atelier, 1995.

20 Michel Dreyfus, *Liberté, égalité, mutualité. Mutualisme et syndicalisme (1852-1967)*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, coll. « Patrimoine », 2001. Charlotte Siney-Lange, *La Mutualité, grande semeuse de progrès social*, Paris, La Martinière, 2018.

21 Sur ces thématiques, citons parmi de nombreux titres, Bruno Duriez (dir.), *Chrétiens et ouvriers en France 1937-1970*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2001. Samuel Guicheteau, *Les ouvriers en France 1700-1835*, Paris, Armand Colin, coll. U, 2014. Robert Mencherini, *Guerre froide, grèves rouges. Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France, les grèves « insurrectionnelles » de 1947-1948*, Paris, Éditions Syllepse, 1998. Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2012. Jean Vigreux, *Histoire du Front populaire : l'échappée belle*, Paris, Tallandier, 2016. Michèle Zancarini-Fournel, Christian Delacroix, 1945, *La France du temps présent*, Paris, Belin, 2010. Dans sa relecture des « Trente Glorieuses », cette synthèse accorde une large place aux luttes ouvrières.

22 En revanche, ethnologues et sociologues s'y intéressent de près, Nicolas Rehany, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte/Poche, 2005, 2010. Ivan Bruneau, Gilles Lafferté, Julian Mischi, Nicolas Rehany (dir.), *Mondes ruraux et classes sociales*, Paris, Éditions EHESS, coll. « En temps et lieux », 2018.

rappelle des travaux anciens²³. En fait, nous ne prenons pas le département comme unité spatiale délimitée par les institutions dominantes, mais plutôt « pré-construite » par les pratiques syndicales. En 1913, la décision de la CGT de mettre en place des Unions Départementales des syndicats traduit la volonté de construire un espace de référence pour dépasser les divisions professionnelles et le localisme. Au même titre que la constitution de fédérations d'industrie, ce projet se révèle une œuvre de longue haleine et les limites spatiales choisies ne vont pas de soi. Sans vraiment atteindre l'objectif de départ, ces structures deviennent progressivement un cadre de référence pour une partie des adhérents²⁴. Si nombre de syndicats demeurent dans les faits relativement autonomes, l'étude du syndicalisme à l'échelle d'un département apparaît comme un moyen d'apprécier sa dimension interprofessionnelle, celle où il cherche à organiser l'ensemble des travailleurs, par conséquent sa dimension la plus politique.

Certes d'autres choix étaient possibles en s'appuyant sur les bassins d'emplois, la ville de Besançon seule ou bien le nord de la Franche-Comté (Belfort, Pays de Montbéliard²⁵, nord-est de la Haute-Saône), où l'unité s'avère apparemment plus forte au niveau industriel comme pour la dynamique du mouvement ouvrier et des organisations patronales²⁶. Or nous souhaitons étudier ces différents pôles dans une perspective comparative, sans négliger les ouvriers des petites villes et des campagnes.

En étudiant cet espace, nous espérons enrichir les connaissances sur le mouvement ouvrier français. Il faut redire la faible influence du syndicalisme révolutionnaire à l'échelle nationale avant 1914, tandis que l'étude des pratiques réformistes, avec notamment une politique de présence dans des organismes

23 Ainsi l'historiographie du communisme local s'est renouvelée avec plusieurs thèses portant sur des villes ou des départements, Alain Chaffel, *Les communistes de la Drôme de la Libération au printemps 1981. De l'euphorie à la désillusion*, Paris, L'Harmattan, 1999. Catherine Dupuy, *Un bastion communiste de la banlieue parisienne : Gennevilliers, années 1920-début des années 1970*, thèse de doctorat histoire, université de Paris 13, 2003. Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

24 En 1925, la jeune CGTU discute d'ailleurs l'intérêt de ces structures départementales et choisit de les abandonner : Michel Pigenet, « La CGTU et la question spatiale : retour sur un débat oublié des années vingt », dans Christophe Charle, Jacqueline Lalouette, Michel Pigenet, *et alii* (dir.), *La France démocratique : combats, mentalités, symboles. Mélanges offerts à Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998.

25 Depuis son annexion à la France en 1793, les habitants de l'ancienne Principauté de Montbéliard désignent ainsi les cantons de Montbéliard, Audincourt et Blamont, ce dernier prenant le nom d'Hérimoncourt en 1899.

26 C'est à cette échelle que se met en place en 1918 la chambre syndicale de l'industrie du Haut-Rhin et des régions limitrophes.

créés par l'État et le patronat, apparaît comme un parent pauvre de son histoire²⁷. Or c'est ce versant modéré de la CGT qui domine à Besançon. Autre singularité, le syndicalisme chrétien réussit très tôt à poser des jalons en milieu ouvrier quand il trouve généralement ses forces plutôt parmi les employés et les cheminots. C'est également à l'échelle départementale qu'apparaissent les forts contrastes politiques qui caractérisent la France. Ainsi en 1951, le PCF obtient 0,85 % des suffrages dans le canton du Russey, celui de la « Petite Vendée » de 1793, et 23 % dans celui d'Audincourt²⁸. À mi-chemin entre le local et le national, loin des régions phares où syndicalisme et socialisme se développent de manière précoce, cet espace nous paraît suffisamment représentatif pour notre objet. Ce cadre de recherche conjugue donc une spécificité propre et des processus nationaux²⁹.

Pour saisir le monde ouvrier dans sa diversité, nous avons sélectionné un échantillon de 90 individus, choisis à partir des données du recensement de 1936³⁰. À cette date, ce groupe tend à se stabiliser autour des grandes usines sous les effets de la crise économique. En prenant un échantillon plus important, cette base de travail permettait sans doute une recherche plus ambitieuse. Ici l'objectif est simplement de donner un éclairage assez représentatif sur l'origine sociale et les mobilités géographiques. Un second fichier de plusieurs centaines de secrétaires de syndicats, repérés à des moments clés, nous ouvre une porte sur les interfaces entre les ouvriers et la CGT. Nous faisons donc tour à tour référence à deux corpus distincts. Si nous disposons de connaissances solides sur le mouvement ouvrier dans le Doubs, il nous reste à combler plusieurs « trous », notamment sur les partis politiques, et à mettre ces apports en perspective³¹. Nous utilisons plusieurs sources inédites, dont les archives internes du parti communiste, avec les autobiographies de militants conservées à Moscou, et le répertoire de la bibliothèque de la Maison du peuple

27 Michel Dreyfus, *Histoire de la CGT. Cent ans de syndicalisme en France*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, p. 333.

28 Dominique Grossard, *Les élections législatives dans le Doubs de 1945 à 1958*, mémoire DES, université de Besançon, 1962, p. 64.

29 J. Mischi, *Servir la classe ouvrière*, *op. cit.*, p. 25.

30 Nous avons utilisé un sondage au millième avec la méthode des quotas. Nous avons construit l'échantillon autour de cinq variables : sexe, âge, situation matrimoniale, département de naissance et type de commune de résidence, doublé dans les villes par une distinction en fonction de l'habitat en immeuble collectif ou en maison individuelle. La base de notre enquête est la population active non agricole, catégorie « ouvriers, employés, cadres inférieurs », établie lors du recensement de 1936, soit 76903 individus, parmi lesquels nous avons sélectionné 90 ouvriers et ouvrières de nationalité française en activité à cette date. Nous étudierons la place des ouvriers étrangers surtout par une approche statistique. C. Cuenot, *Ouvriers et mouvement ouvrier dans le Doubs*, *op. cit.*, p. 36.

31 Pour la liste de ces travaux, voir la bibliographie régionale p. 500-501.

de Besançon, afin d'éclairer un peu les ressources culturelles dont disposent les Bisontins.

Si des incursions à la fin du XIX^e siècle sont nécessaires, notre étude commence en 1914. Dès le début du mois d'août, les activités industrielles s'arrêtent presque complètement et les premiers mois de guerre sont marqués partout en Europe par une désorganisation de la production. Le chômage augmente brutalement et sévit jusque dans le courant de 1916. À partir d'octobre-novembre 1914, la rationalisation de l'effort de guerre et le rôle de l'État montent progressivement en puissance. Par l'hécatombe, les mouvements de population et l'accélération de l'industrialisation qu'elle entraîne, la Grande Guerre est une rupture pour les ouvriers. Avec le ralliement des porte-paroles socialistes et syndicalistes au gouvernement, l'entrée en guerre sert de révélateur et bouleverse le mouvement ouvrier. Au-delà, nous nous situons dans le temps long, en particulier celui du système technique de la seconde industrialisation. Durant la phase 1913-1950, la croissance économique connaît de grandes irrégularités de court terme : les guerres, la crise des années 1930, la reconstruction. Le début des années 1950 voit l'affaiblissement mais non la disparition des industries rurales et l'essor de la construction automobile dans le Pays de Montbéliard. En 1950, de nouvelles grèves touchent ce foyer industriel : avec elles s'achève le cycle de mobilisation commencé en 1936. La période 1914-1950 s'avère cohérente pour notre objet, même s'il serait fort utile de poursuivre au-delà pour l'étude du PCF et des mouvements chrétiens.

La première partie de cet ouvrage examine le constant renouvellement et la forte hétérogénéité qui traverse le monde ouvrier. D'autres contraintes liées à l'environnement religieux et politique pèsent sur l'émergence d'une classe mobilisée. Nous suivons ensuite la chronologie des mobilisations ouvrières et de leurs interactions avec des organisations multiformes, rythmées globalement par les césures observées à l'échelle nationale. Le mouvement ouvrier se trouve alors confronté à de nombreuses questions, en premier lieu celles de la guerre, de la nation et de la révolution. Profondément divisés à partir de 1921, CGT, socialisme, mouvement communiste, mais aussi syndicalisme chrétien tentent de développer leurs voies propres. La dernière partie examine la période qui s'étend de la mobilisation antifasciste de 1934 à l'aube des années 1950, généralement considérée comme un temps fort d'affirmation de la classe ouvrière. Or ce chemin n'a rien de linéaire : ce département qui évolue vers la droite jusqu'à lui donner tous ses députés en 1936 nous amène à interroger le schéma d'une identification entre le couple CGT-PCF et la classe³².

32 X. Vigna, *Histoire des ouvriers en France, op. cit.*, p. 178.